

14/5/68

LES COLONIES ET L'ECOSOMIE
(le bilan d'une année)

Le coup d'état du 21.4.1967 a frappé l'économie nationale. La récession économique, la baisse des investissements et la diminution des réserves en devises étrangères, sont des faits incontestables. Ces trois caractéristiques constituent, depuis le mois d'avril 1967, des phénomènes apparus pour la première fois depuis 1955. Toutefois les dégâts qui se produiront prochainement seront plus importants encore.

La politique économique de la Junta et surtout la situation anormale ont miné les fondements de l'équilibre monétaire. La stabilité des prix, résultat psychologique de la récession, maintient jusqu'ici, contre le danger d'un effondrement monétaire qui peut séclater d'un moment à l'autre. La baisse des investissements privés au cours de 1967 et la diminution de moitié de l'importation de capitaux étrangers, constituent ce qu'on appelle le commencement dégressif et prolongé dans ces secteurs. Les conséquences de ces changements se manifestent à partir de l'année en cours et continueront pendant les années à venir.

Enfin, l'économie devra subir pendant longtemps les conséquences tragiques de la désarticulation complète dans l'administration et l'éducation par suite des licenciements en masse de fonctionnaires très capables et par suite des interventions anachroniques de la Junta dans l'enseignement.

Ces influences défavorables sur l'économie sont le résultat du climat d'insécurité et d'incertitude qui a été créé par l'abolition du régime établi et par l'imposition de l'arbitraire comme autorité unique du gouvernement. Aucune des institutions et des conditions sur lesquelles se basait le fonctionnement de l'économie ne peut se considérer assurée, tant que leur maintien dépend de l'arbitraire de la Junta et que cette Junta ne répond à aucune des aspirations d'une classe sociale quelconque ; par conséquent aucune prévision n'est valable quant à la politique économique future de la Junta. Les rumeurs selon lesquelles la Junta manifeste des tendances pro-socialistes ne font qu'accroître et étendre ce climat de phobie.

Au cours des 12 mois qui se sont écoulés depuis le coup d'état du 21 avril 1967 on a décidé, pris et ensuite révoqué une multitude de mesures contradictoires donnant l'impression que les dirigeants de la politique économique ignorent les problèmes et ne sont point en mesure d'estimer les conséquences futures de chaque mesure prise. La mise de côté, en outre, de fonctionnaires d'une valeur indiscutable et le remplacement des gouverneurs des banques et d'autres personnalités de valeur par des médiocrités frappantes, confirment la vérité de cette impression.

Un des facteurs les plus décisifs, et pourtant non maîtrisés, qui conduisent au relâchement de l'activité économique et qui auront des conséquences encore plus impor-

tantes à l'avenir est l'esprit de peur, de réserve, d'indifférence et d'absence de toute action pour l'avenir, qui caractérise le comportement des fonctionnaires publics, par suite des licenciements opérés sans le moindre des motifs. Même les promoteurs de l'activité économique privée ont adopté un comportement presque semblable, influencés par le climat général.

En 1967 le revenu national augmente, selon les estimations officielles, de 3,8% tandis que les prévisions d'avant le coup d'état comptaient sur une augmentation de 7,5% (voir rapport de l'ONCE), que le taux moyen annuel de progression pour les cinq dernières années était supérieur à 7% et que le taux correspondant de progression depuis 1953 était supérieur à 6%.

Les dernières estimations du Service des comptes nationaux continuent à surévaluer les différences grandeurs économiques malgré la baisse sensible des recettes des entreprises industrielles et artisanales déclarées au fisc et malgré la baisse de l'emploi qui s'est affecté dans les publications relatives des différents services du Ministère du Travail et de l'Organisation de l'Assurance Sociale.

| | variations mesurées du P.N.B. sur prix constants | |
|-----------------------|--|---------------------|
| | 1965/66 | 1967/66 |
| | prévisions initiales | prévisions récentes |
| secteur agricole | 2,1% | 4% |
| industrie | 10,7% | 4% |
| (manufacture) | 10,9% | 2,7% |
| services | 7,3% | 4% |
| produit national brut | 7,2% | 4% |

(source: Service des comptes nationaux).

Selon les chiffres donnés par le Service national de Statistique, la production industrielle a augmenté de 8% au cours des quatre premiers mois de 1967, alors que l'augmentation correspondante pour la période mai-décembre ne dépasse pas 0,3%. Cela signifie que tout de suite après le coup d'état du 21 avril le processus productif de l'économie entre dans une phase de stagnation complète et même régressive, si l'on tient compte du fait qu'en cours de 1967 ont fonctionné en plein les nouvelles unités industrielles comme celle de l'aluminium, la deuxième raffinerie, des industries chimiques etc, mises en fonctionnement pour la première fois dans le deuxième semestre de 1966.

Il ne faut pas sous-estimer le fait que la Junta gouvernementale même a prévu un taux moyen annuel de progression de l'économie de l'ordre de 8 à 0,3% pour la période 1966-1972, suivant son programme de développement publié qui, selon son ambition, se réaliserait pour la première fois.

Le fait que le ralentissement de l'activité dans l'industrie est exclusivement un changement politique apporté par le coup d'état du 21.4.1967, n'est point contesté, malgré la prétention de la Junta d'avoir trouvé l'économie en état de récession. La vérité est qu'avant le coup d'état, seule une baisse relativement légère de l'activité dans le bâtiment et l'achat des immeubles avait été signalée. Pour la production industrielle prévoyant dite aucune prévision pessimiste ne pourrait se justifier, malgré

L'imposabilité d'atteindre le haut taux de progression de l'année précédente, soit 15,5%. Les conditions déterminantes de l'évolution dans ce domaine étaient favorables. La grande augmentation des revenus de l'année 1966 constituait, en outre, un important stimulant pour l'évolution de la demande en 1967, tandis que du côté de l'offre aussi il n'y avait aucune raison pour ralentir le rythme des investissements industriels, surtout en ce qui concerne l'extension et l'amélioration des installations des entreprises qui depuis 1963 ont accusé une progression très rapide. Les effets de la baisse de l'activité dans le bâtiment qui, dans des conditions normales, ne durerait pas longtemps, sont d'une importance minime pour l'activité industrielle globale. Une augmentation de 10% de cette dernière était très réaliste, comme il est indiqué par les estimations relatives de l'OCDE. Même le ralentissement signalé dans plusieurs économies étrangères au cours de 1967 ne peut servir d'argument à la Junta, étant donné que l'industrie indienne, dans sa quasi-totalité, est soutenue par le marché intérieur.

L'arrêt de la production industrielle après le premier quart de 1967 ont été exclusivement en climat défavorable créé par le coup d'état. Du côté de la demande on signale l'existence d'une tendance à réduire les dépenses de consommation par suite de l'incertitude quant aux revenus futurs et les évolutions éventuelles. De larges couches de la population, notamment la classe des salariés, vivant sous une menace continue de licenciement, ont réduit leurs dépenses. Les mêmes causes ont influencé l'activité industrielle. L'hésitation des hommes d'affaires, par suite de la situation anormale, le manque de sécurité et de confiance dans l'économie, a influencé également l'évolution de l'activité dans ce secteur pendant toute l'année.

Les variations en % des investissements bruts selon les estimations officielles les aux prix constants, ont donc été :

| | 1966/65 | 1967/66 |
|-------------------------|---------|---------|
| investissements publics | 10,1 % | 1,3 % |
| privés | 12,4 % | -6,4 % |
| total | 11,8 % | -3,5 % |

Les chiffres ci-dessus sont très optimistes, surtout en ce qui concerne les investissements privés, dont la baisse est bien plus accentuée encore. Seule la baisse des investissements dans le bâtiment représentant 40 % de l'ensemble évalué à 19 % environ - confirme cette remarque. En plus, le niveau des investissements industriels qui, déjà avant le coup d'état, s'attendait à une augmentation un peu supérieure par rapport à celle de 1966, doit être inférieur au niveau correspondant de cette année.

Les développements défavorables dans la production et le domaine des investissements au cours de 1967 peuvent se prolonger et même s'amplifier. Le coup d'état a eu lieu à une période décisive pour l'industrie hellénique, qui avait à peine réussi la réalisation des changements structurels et de progression rapide. Le renversement des conditions de stabilité et d'optimisme pour l'avenir économique du

pays interroger le développement industriel et il faudra énormément de temps pour rétablir les conditions existantes avant le coup d'état du 21.4.67.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, les prévisions pour l'économie dans son ensemble sont nettement pessimistes. Dans l'industrie il y a une abondance de stocks qui, selon toutes les indications, provoquera une nouvelle baisse de la production, surtout dans les branches dont la production en 1967 a été soutenue par un financement par crédits bancaires très larges. On s'attend au cours des mois prochains à une baisse progressive du taux de l'activité économique. Plusieurs entreprises devront faire face à une multitude de difficultés et grand nombre de faillites aura lieu certainement, à moins que ne surgisse une marée inflationniste.

L'évolution dans le domaine monétaire est tout aussi défavorable. En 1967 la circulation monétaire a augmenté de 7,4 milliards, contre 2,8 milliards en 1966. Cette augmentation sans précédent, fut le résultat du déficit financier de l'Etat et du financement inflationniste du secteur privé. Les crédits accordés au secteur privé par les banques, ont atteint, entre avril et décembre 1967, 10 milliards, contre 6,4 milliards au cours de la même période de 1966, tandis que les dépôts privés auprès des banques ont augmenté, entre avril 1967 et février 1968, de 4,5 milliards, contre 9 milliards au cours de la même période de l'année précédente. Cette extension démesurée du crédit a été réalisée dans le seul but de stimuler l'activité économique, mais elle a eu comme résultat l'accumulation de stocks qui, comme on l'a dit ci-dessus, influencera défavorablement les niveaux de la production industrielle au cours de l'année en cours.

D'autre part, l'augmentation des dépôts à la moitié du niveau de l'année précédente est étonnante au égard de méfiance créé après le coup d'état. Le déficit de la balance des paiements a sensiblement influencé d'une manière restrictive le volume de la circulation monétaire qui, dans d'autres conditions, aurait augmenté davantage.

On doit avouer que, malgré la gonflement de la quantité de monnaie en circulation, les prix n'ont pas changé entre avril et décembre 1967. On a assisté ainsi à un phénomène paradoxal, où la liquidité monétaire excédentaire ne produisait pas des pressions inflationnistes sur les prix, bien que le niveau de la production demeure bas. Ce paradoxe s'explique par la réaction du public au renversement du régime parlementaire, réaction qui trahit l'état d'attente et de méfiance dans l'avenir. Les gens diminuent leurs dépenses de consommation non-urgentes et essaient de maintenir le maximum possible d'argent liquide, pour éviter tout imprévu défavorable, tel le blocage des dépôts bancaires, les licenciements continus et l'éventualité de poursuites pour manque de fidélité au régime. D'ailleurs aucun placement ne pouvait offrir des garanties suffisantes pour lui confier leur épargne. L'achat d'or et de devises étrangères est défendu, le public n'est pas accoutumé suffisamment au placement en valeurs mobilières. Il n'est pas familier aux transactions à la bourse. Le volume des actions vendues à la bourse en 1967 a atteint 297 millions de drachmes, tandis que le volume des obligations vendues fluctue autour de 720 millions de drs., montants très limités.

On se rend compte de ce qu'un événement occasionnel pourrait provoquer un ren-

versement de cette stabilité et même une penche conduisant directement à un état d'inflation galopante. De toute façon les conditions existantes sur le marché monétaire ne s'améliorèrent pas dans le courant de 1966. Bien au contraire, on s'attend à une manifestation de pressions inflationnistes et à une extension du volume de la monnaie en circulation surtout par suite du bliffage des notes des agriculteurs.

Dans le domaine des transactions avec l'étranger la Junta a réussi à rétablir les fondements de l'équilibre. Le déficit global de la balance des paiements s'éleva à 40 millions de dollars. Ce déficit a été couvert par le transfert des livres or aux réserves officielles, fut la conséquence de la diminution très importante des capitaux étrangers importés (8) millions de dollars moins que pendant l'année précédente).

Les capitaux importés, selon la loi 2667/53, en 1967, ont à peine atteint le niveau de 25 millions de dollars, contre 48 millions en 1966 et 65 millions en 1965. Et même ces 25 millions (provenant) des approbations accordées avant 1967, tandis que des approbations accordées par la Junta à la fin de 1967 (mi-décembre), de l'ordre de 100 millions de dollars n'ont rapporté que 0,5 millions au cours de cette même année. Les perspectives pour 1968 doivent être encore plus pessimistes si l'on tient compte de ce que la plus grande partie des nouvelles approbations ne représentent pas des projets d'investissements réels, mais se basent sur l'espoir de trouver des capitaux grâce aux facilités accordées par le régime aux investissements de l'étranger. Malheureusement, les conditions de pénurie de capitaux et de la hausse de leur coût sur le marché international, détruit progressivement tous les espoirs du régime pour une importation impressionnante de capitaux, qui leur servirait énormément pour la bonne réputation du régime. L'affaire Litton, par exemple, paraît être une preuve très frappante. Selon les clauses du contrat avec la Litton, celle-ci doit importer - ou tout au moins doit assurer une importation de 50 millions de dollars dans les six mois qui suivent la signature du contrat. Or, jusqu'à présent, la seule activité de la Litton en limite à une déclaration de son président pour un investissement de 3,5 millions de dollars en Crète (construction d'un hôtel). D'autre part, la Litton a, suivant les clauses du contrat, reçu 1,2 millions de dollars en contrepartie de ses services couvrant la première phase.

Le pays cubain pendant longtemps les conséquences désastreuses du putch des colonels. L'économie en souffrira davantage. Il est plus que certain qu'en 1968 le stock des devises diminuera sensiblement. Les importations ont repris leur rythme des dernières années, tandis que les exportations ne dépasseront pas les 475 millions de dollars contre 1300 millions des importations, laissant un déficit de 750-760 millions de dollars. L'exception faite des transferts des capitaux des amateurs grecs, les autres catégories de ressources invisibles resteront presque au même niveau que l'année précédente. D'autre côté les dépenses invisibles seront augmentées et ce en fait la balance des ressources invisibles laissera un surplus de 470 millions environ (recettes 600 millions, dépenses 210 millions). Le déficit des transactions courantes atteindra, selon toute probabilité, le niveau de 270 à

290 millions de dollars, montant qui ne peut être couvert par une importation nette de capitaux de l'ordre de 180-200 millions. Il faut s'attendre, par conséquent, à un déficit global de la balance des paiements de l'ordre de 80 - 100 millions, pour 1966. La Junta doit donc dès maintenant trouver une réponse pour la détérioration de la situation économique et l'aggravation dans le domaine des échanges.

Le climat défavorable créé par le seul fait du putsch, a empiré à la suite de mesures incompatibles entr'elles et constituant selon les colonels "la politique économique appropriée". Les différentes décisions sont prises parfois par des militaires ignorant l'ABC de l'économie. Il n'y a pas à vrai dire une politique de n'importe quel genre, soit inflationniste, soit déflationniste. On a connu une stabilité de prix en 1967, par suite de la récession de l'activité économique. Les colonels ont prétendu que c'est grâce à eux que les prix n'ont pas bougé. Actuellement les prix montent et il est très probable qu'ils monteront davantage. Les colonels vont prétendre que cette hausse des prix fait partie de leur politique.

Dans le passé on décourageait les investissements dans le bâtiment. La politique officielle essayait de détourner les capitaux de ce secteur vers le secteur industriel. Actuellement les colonels ont découvert que le secteur du bâtiment est très productif. Us ont s'efforcent-ils de vivifier l'activité dans ce secteur pour réunir au moins à former un démarrage à l'activité de l'économie et combattre l'émigration dans le domaine industriel.

^{de la circulation}
Sous la bande ~~circulaire~~ des réserves de change, les colonels sont disposés à accorder des concessions très privilégiées au capital étranger. Mais la réalité est très différente pour eux. Sur un montant de 1200 millions de dollars d'offre d'investissements par différents intermédiaires opportunistes étrangers, la Junta n'a donné une approbation officielle que pour 102 millions de dollars. Et de ceux-là, la plus grande partie est déjà touchée en décaissement. D'autre part, l'inauguration de la construction de la grande unité thermoelectrique à Megalopolis n'appartient point à l'actif des colonels. Il s'agit d'une affaire datant de 1962, année où a eu lieu la signature du contrat pour l'emprunt de 200 millions D.M.

Les 7,5 milliards de drachmes dont on a fait grâce aux agriculteurs, sont une preuve éclatante de ce que les colonels appliquent une politique sans cohérence et sans conséquence. Ils ont pris cette mesure dans le seul but d'impressionner les agriculteurs et encourager la demande. Evidemment ils ne se donnent pas la peine d'étudier les conséquences futures d'une pareille mesure. En 1964, année de gouvernement démocratique, on avait décidé de remettre aux agriculteurs de rembourser leurs dettes en huit annuités. Les milieux économiques et politiques ont considéré cette mesure comme étant très téméraire et dangereuse pour la stabilité monétaire. Actuellement les colonels jettent en l'air plus de sept milliards, soit 1,5 à 2 milliards par an pendant quatre ans, sans s'inquiéter de la stabilité de la monnaie etc. Il faut du reste trouver de nouveaux capitaux pour la Banque Agricole, pour qu'elle

puisse fonctionner dans l'avenir. De quelle source pourra-t-on le faire? De nouveau par l'émission de nouvelle monnaie par la Banque de Grèce? Ce serait un pas encore vers l'inflation.

Ce qui est plus grave encore, c'est que les agriculteurs ne paieront plus leurs dettes à la Banque, dans l'espoir qu'une mesure analogue à celle des colonels sera prise par les gouvernements de l'avenir. C'est là miner les fondements de l'économie. Mais le "avenir" n'est pas la préoccupation des colonels. Ils s'intéressent au présent : ils veulent attirer vers leur régime les grâces d'une classe quelconque de la population. Et dans ce but, ils sont prêts à toute mesure démagogique. L'avenir est très lointain pour eux.

14 Mai 1968

